



Big Brother vous nourrit

L'agriculture dans le viseur des géants du numérique

Alors que les agriculteurs font face à une pression économique et des impacts climatiques croissants, les géants de l'agroalimentaire et du numérique collaborent pour leur vendre de nouvelles solutions technologiques : la numérisation de l'agriculture par le biais de plateformes et de l'intelligence artificielle. L'agriculture numérique risque de renforcer les monopoles des entreprises et leur mainmise sur les marchés, consolidant le pouvoir des multinationales au détriment des petits agriculteurs et de l'environnement.

Qu'est-ce que l'agriculture numérique ?

Les multinationales de l'agroalimentaire et du numérique investissent des milliards dans la création de **nouvelles technologies et plateformes pour collecter des données** sur tous les aspects du travail des agriculteurs : achat de semences, de pesticides et d'engrais, gestion des rendements et services agricoles. Derrière leurs promesses d'améliorer les rendements des exploitations, ces entreprises cherchent en réalité à **accroître leur pouvoir** par le biais de plateformes oligopolistiques.¹

Grâce aux nouveaux outils numériques, les entreprises souhaitent collecter toutes les données agricoles imaginables :

- Prévisions météorologiques provenant de sources publiques,
- Sols et qualité des terres,
- Données des machines (tracteurs, engins, semoirs, épandeurs d'engrais, moissonneuses-batteuses...)

Les données des agriculteurs sont ensuite marchandisées par les entreprises leur proposant des "solutions numériques" afin de renforcer leur position dominante sur le marché.

Sur ces plateformes, les données publiques et automatisées sont combinées aux données personnelles des agriculteurs et des ouvriers agricoles, parfois en temps réel — **remplaçant l'expertise, le savoir-faire et l'autonomie des agriculteurs** par des algorithmes "d'optimisation". Ces algorithmes privilégient les produits et services de grandes entreprises agroalimentaires, **limitant ainsi les choix des agriculteurs** et renforçant le pouvoir de ces entreprises.²

1. Sauvagerd, M., et al. (2024). Plateformes numériques dans le secteur agricole : dynamique de la plateforme oligopolistique. Big Data & Society, 11(4). <https://doi.org/10.1177/20539517241306365>






2. Ibid

Pour vendre ces nouveaux outils numériques, les entreprises présentent aux agriculteurs des **arguments irréalistes et trompeurs**, promettant "d'optimiser" l'agriculture, de les aider à prendre des décisions, d'améliorer leur résilience face aux phénomènes météorologiques extrêmes³ et présentant la numérisation comme une solution "écologique" pour produire des aliments avec moins de produits chimiques, améliorer la santé des sols et préserver l'eau.

La numérisation prive les agriculteurs de leur pouvoir de décision, et les modèles numériques, basés sur des données issues d'immenses exploitations industrielles, les rendent plus dépendants des multinationales des engrais et des pesticides, freinant ainsi la transition vers l'agroécologie. De plus, la numérisation et l'intelligence artificielle nuisent à l'environnement en raison de leur consommation d'énergie et de ressources.⁴

Multiplication des plateformes

Toutes les grandes entreprises agricoles ont désormais leur plateforme d'agriculture numérique :

Engrais et pesticides	Engrais	Machines agricoles	Pesticides	Semences et pesticides
				
Climate FieldView prétend fournir un aperçu synthétique des opérations agricoles et des données importantes pour les agriculteurs, ainsi que pour les conseillers et les revendeurs.	YaraPlus , en coopération avec John Deere, pour "promouvoir des décisions en matière de nutrition des cultures".	Centre d'opérations CLAAS Connect, 365 FarmNet, Bear Flag Robotics (technologies agricoles autonomes, tracteurs autonomes...)	xarvio , en coopération avec divers fabricants de machines comme Fendt et Claas, couvre les semences et les pesticides.	Cropwise intègre des éléments de l'IA pour "optimiser les rendements et la rentabilité".

De nombreuses grandes entreprises agroalimentaires collaborent également sur des partenariats numériques. BASF a investi 2,5 milliards de dollars avec Bayer/Monsanto dans la recherche et le développement en matière de sélection végétale, de biotechnologies, de pesticides, de micro-organismes agricoles, de produits biologiques agricoles et d'agriculture de précision, et travaille avec John Deere au développement d'un projet commun sur les « solutions d'agriculture de précision et de gestion agricole ».

Collaborations avec les géants du numérique : la plateformesation de l'agriculture

Les géants de la tech veulent leur part du gâteau de l'agriculture numérique. Amazon, Microsoft et Google proposent des plateformes, des services essentiels de cloud computing et d'analyse de données (dont l'IA) à l'agro-industrie, marchandisant ainsi les données agricoles. Des chercheurs parlent de la « **formation d'un complexe agro-technologique géant** ».⁵

97%

La part de marché des clouds et des infrastructures pour l'agriculture numérique détenue par Amazon Web Services, Microsoft Azure, Oracle, Google Cloud, IBM, Alibaba, Tencent Cloud et Huawei Cloud en 2023.⁶

3. Sauvagerd et al., 2024

4. https://www.umweltbundesamt.de/sites/default/files/medien/479/publikationen/fb_digitalisation_and_natural_resources.pdf

5. Sauvagerd et al., 2024

6. Haranas M (2024) AWS, Microsoft et Google en tête du Magic Quadrant de Gartner pour les services cloud. <https://www.crn.com/news/cloud/2024/aws-microsoft-google-lead-gartner-s-cloud-services-magic-quadrant>

Bayer et Microsoft ont étroitement collaboré sur deux plateformes principales utilisant la solution de gestion de données Azure de Microsoft :

- **Leaf Agriculture**, présentée comme “améliorant” la prise de décision pour “accroître l’accessibilité” des données relatives aux machines agricoles.
- **FieldView** cible les acteurs de toute la chaîne de valeur agroalimentaire, tels que les distributeurs, les institutions financières et les entreprises produisant des biens de consommation. Toutes les données sont centralisées, depuis l’utilisation de pesticides jusqu’aux récoltes, en passant par les données satellitaires. Bayer affirme que cette plateforme héberge des données couvrant 100 millions d’hectares.

Au-delà du secteur agricole, le géant des supermarchés **Lidl** lance ses propres services de cloud computing et de cybersécurité pour les entreprises situées en Europe.⁷

L'utilisation de l'intelligence artificielle

Les technologies de l’IA en particulier représentent un marché émergent dans le secteur agricole pour les géants du numérique. Ces entreprises collaborent étroitement avec les grands acteurs de l’agroalimentaire, tout en lançant leurs propres technologies.

Microsoft a notamment lancé deux plateformes :

- **Azure Data** utilise des capteurs, des drones et des satellites pour analyser et intégrer des ensembles de données afin “d’optimiser la gestion des cultures, surveiller la santé des sols et gérer les ressources plus efficacement”.
- **FarmVibes.AI** : des capteurs, drones et satellites fournissent des données et des modèles sur la santé des sols, l’état des cultures et “l’utilisation optimale des ressources pour améliorer la productivité et la durabilité de l’agriculture”.

Alphabet/Google a développé **Mineral**, une entreprise de technologies agricoles axée sur les robots, vendue à John Deere en 2024.⁸ Microsoft a également investi jusqu’à 12 milliards de dollars dans l’agriculture numérique, notamment dans les technologies d’IA, dans la région Asie-Pacifique ces dernières années.⁹

Une réglementation inadéquate

Les lois européennes telles que la loi sur l’IA ou la loi sur le marché numérique ne réglementent pas le secteur agricole. La loi sur les données inclut ce secteur, définissant les créateurs d’outils numériques comme propriétaires des données. Avant l’adoption de cette loi, les organisations agricoles défendaient le droit des agriculteurs à avoir leur voix au chapitre concernant la gestion et l’accès à leurs données.¹⁰

Des lacunes réglementaires subsistent en matière d’utilisation et de partage des données, car les définitions ne sont pas adaptées aux situations agricoles complexes, où les propriétaires fonciers, les agriculteurs et des tiers produisent des données et ont tous intérêt à y accéder.

La loi sur la protection des données ne s’attaque pas aux accords légaux conclus par les entreprises pour **acquérir les données des agriculteurs**,¹¹ ni aux remises ou aux incitations qu’elles proposent en échange, renforçant ainsi leur pouvoir. Cela risque de déposséder davantage les agriculteurs de leurs droits d’accès à des données essentielles à la gestion de leurs exploitations.

7. <https://www.irishtimes.com/business/2024/08/23/how-lidl-accidentally-took-on-the-big-guns-of-cloud-computing>

8. <https://techcrunch.com/2024/08/22/former-alphabet-x-spinout-mineral-sells-technology-to-john-deere/>

9. <https://agentialai.com/microsofts-ai-innovations-in-agri-tech-a-new-dawn-for-thailands-agriculture/>

10. <https://djustconnect.be/en/european-code-conduct-data-sharing-agriculture>

11. Ryan, M. et al., The future of agricultural data-sharing policy in Europe: stakeholder insights on the EU Code of Conduct. Humanit Soc Sci Commun 11, 1197 (2024). <https://doi.org/10.1057/s41599-024-03710-1>

Conclusion : Une tendance dangereuse

L'agriculture devrait nourrir les populations, pas des algorithmes. L'agriculture numérique est dominée par une poignée de multinationales. Les agriculteurs et les décideurs politiques ne prennent pas la mesure de ses impacts, et manquent d'informations sur les objectifs de ces nouvelles plateformes.

L'agriculture numérique est un nouvel exemple de **l'empiètement croissant des géants du numérique sur nos vies** : leur objectif est de maximiser leurs profits — pas de créer de véritables solutions pour les agriculteurs.

- Les monopoles des grandes entreprises agroalimentaires et des géants du numérique vont augmenter les coûts pour les agriculteurs, **réduire leur autonomie** et limiter leurs choix, risquant d'accroître les inégalités entre les petits exploitants agricoles et les producteurs industriels.
- Les monopoles réduiront la diversité des semences et compliqueront le développement de solutions locales des petites et moyennes exploitations agricoles, élaborées avec les communautés agricoles.
- La propriété, la confidentialité et la sécurité des données des agriculteurs ne sont pas réglementées, ce qui risque de les **priver de leur capacité à gérer leurs propres exploitations**.
- Obliger les agriculteurs à rejoindre des plateformes numériques et à partager largement leurs données avec les entreprises va renforcer le **mainmise des multinationales** sur notre alimentation, consolidant leur emprise sur les agriculteurs et contribuant à un modèle agricole polluant axé sur le profit.

Les solutions low-tech, contrôlées par les communautés agricoles et répondant à leurs besoins et intérêts, sont de meilleurs outils pour une transition vers l'agroécologie.¹²

Demandes

Agir immédiatement pour limiter le pouvoir des multinationales agroalimentaires et numériques et la formation de monopoles dangereux :

- **Des règles sectorielles spécifiques pour l'agriculture numérique** pour éviter un contrôle accru des entreprises et une accélération du développement de l'agriculture industrielle.
- Les agriculteurs, en tant que producteurs de données agricoles, doivent avoir un **contrôle total sur la collecte, le stockage et l'utilisation de leurs données**.
- **Promouvoir l'expertise paysanne** et des approches participatives est nécessaire pour impliquer les agriculteurs et les communautés locales dans la création et le partage des connaissances agricoles.¹³
- **Bloquer les fusions et les partenariats anticoncurrentiels** entre les géants du numérique et agroalimentaires pour empêcher les entreprises dominantes de consolider leur contrôle sur l'agriculture numérique.
- **Démanteler les concentrations de pouvoir** dans les secteurs agricoles et numériques en appliquant des séparations structurelles et des restrictions en terme d'intégration verticale.



for the people | for the planet | for the future

Décembre 2025.

Rédaction : Mute Schimpf. Relecture : Annelies Schorpion, Gaëlle Cau, Clémence Hutin. Graphisme : Clémence Hutin.

friendsoftheearth.eu

Friends of the Earth Europe — Rue d'Édimbourg 26, 1050 Bruxelles, Belgique



Friends of the Earth Europe remercie la Commission européenne (programme LIFE) pour son soutien financier. Friends of the Earth Europe est seul responsable du contenu de ce document. Ce contenu ne reflète pas nécessairement l'opinion du financeur susmentionné. Ce dernier ne peut être tenu responsable de l'utilisation qui pourrait être faite des informations qui y figurent.

12. <https://www.latelierpaysan.org>, <https://romi-project.eu/topic-reports>, https://friendsoftheearth.eu/wp-content/uploads/2024/04/Low-tech_innovation-1024x576.jpg

13. <https://www.eurovia.org/publications/ecvc-position-on-digitalisation/>